«Apprendre le français est absolument indiscutable»

Bienne Le Parti libéral-radical (PLR) a fait des vagues en se prononçant contre l'apprentissage précoce du français. De passage dans la cité seelandais, son président, l'Argovien Thierry Burkart, insiste: l'objectif est de mieux apprendre la langue à long terme.

Tobias Graden

Thierry Burkart, vous étiez récemment à Bienne avec la section locale de votre parti Comment décririez–vous la ville?
Je ne connais pas assez bien Bienne pour porter un jugement approfondi. Cependant, je trouve que c'est une ville très intéressante et dynamique. Elle est un symbole du bilinguisme et une ville horlogère. Mais Bienne fait face à de grands défis, notamment sur le plan financier.

En parlant de bilinguisme: en votre qualité d'Argovien, quels souvenirs avez-vous des cours de français à l'école?
J'avais des difficultés. Même si j'ai toujours trouvé que c'était une très belle langue, c'était la matière dans laquelle j'avais les plus mauvaises notes à l'école. Entre-temps, je me suis réconcilié avec la langue et j'ai beaucoup amélioré mon français. J'ai souvent l'occasion de l'utiliser. Et il faut dire que la Romandie représente une riche base culturelle pour la Suisse.

Le PLR propose dans son document de positions sur l'éducation de commencer l'enseignement du français plus tard. Pourquoi?
Soyons clairs: cela ne signifie en aucun cas un refus de l'enseignement du français! Il est absolument indiscutable que l'on doit apprendre cette langue. La question est cependant de savoir comment et quand. On constate qu'au terme de la scolarité, la langue n'est pas mieux maîtrisée, même si on a commencé à l'apprendre très tôt. Nous pensons qu'il faut d'abord enseigner les compétences de base, donc la langue allemande, le calcul et l'écriture, en Suisse alémanique. Si l'on ne maîtrise pas encore bien la langue maternelle, on ne peut pas déjà apprendre une autre langue.

Dans une ville bilingue comme Bienne, il est toutefois logique d'apprendre la deuxième langue nationale – que ce soit l'allemand ou le français – le plus tôt possible.
Je suis un partisan du fédéralisme. Cet exemple montre justement que des décisions différentes doivent être possibles localement. Bienne, en tant que ville bilingue, a une situation de départ différente de celle de la plupart des autres régions du pays.

Plus on s'éloigne de la frontière linguistique, moins les connaissances de la deuxième grande langue nationale et les connaissances générales de cette région du pays sont bonnes. Les demandes du PLR en matière d'éducation ne mettent-elles pas en péril la cohésion du pays?
Non, car l'objectif est que la compétence linguistique soit meilleure à la fin de la scolarité qu'elle ne l'est aujourd'hui. Mais je partage votre observation: les échanges de la population vers les autres régions du pays ont diminué. Autrefois, on avait encore de tels contacts au sein de l'armée ou on effectuait une année d'immersion en Suisse romande. Aujourd'hui, nous courons le risque que, dans les entreprises suisses, on préfère parler en anglais. C'est regrettable. Nous devons travailler à ce que la compréhension au-delà des frontières linguistiques soit maintenue.

Thierry Burkart: «La Romandie représente une riche base culturelle pour la Suisse». archives Keystone

Il y a actuellement beaucoup d'agitation autour de l'initiative sur l'impôt sur les successions lancée par les Jeunes socialistes, qui propose de taxer à hauteur de 50% les patrimoines hérités de plus de 50 millions de francs. Qu'est-ce qui est mauvais dans cette proposition?
On veut imposer des patrimoines qui ont déjà été imposés plusieurs fois, notamment chaque année par l'impôt sur la fortune. Ce n'est pas le cas dans d'autres pays qui connaissent un impôt sur les successions. Le taux d'imposition de 50% est si élevé que les entrepreneurs seront contraints de vendre leurs entreprises, probablement à des investisseurs étrangers. Cette initiative touche notamment les petites et moyennes entreprises et les entreprises familiales, car une entreprise peut rapidement atteindre une valeur marchande de 50 millions de francs. L'initiative pousse les entreprises, mais aussi de nombreux fortunés, à quitter la Suisse. Pourtant, ce sont précisément eux qui génèrent des recettes fiscales importantes. Finalement, c'est la classe moyenne qui devra supporter ces pertes, car les missions de l'Etat ne changent pas.

Cependant, il est peu probable que l'initiative soit acceptée.
Certains fortunés planifient déjà leur départ. L'initiative a un effet précurseur, c'est là que réside son caractère pernicieux. C'est un abus flagrant du droit d'initiative.

Un impôt sur les successions à un taux raisonnable serait-il envisageable à vos yeux?
C'est envisageable, si nous renoncions comme d'autres pays à l'impôt sur la fortune. Mais il ne faut pas oublier: l'impôt sur la fortune est un impôt cantonal, tandis que l'impôt sur les successions est un impôt fédéral. Les Cantons auraient aussi leur mot à dire.

Un autre point de discussion actuellement est le financement de l'Armée. Les moyens pour celle-ci doivent être augmentés, mais la manière de le faire reste ouverte. Un paquet de 10 milliards de francs pour l'Armée et cinq milliards pour l'aide à l'Ukraine a également été rejeté par le PLR. Comment doit-on procéder?
Compte tenu de la situation géopolitique, nous devons rétablir notre capacité de défense. Nous devons rattraper d'énormes retards, ce qui nécessite des moyens financiers. Ces manquements ne peuvent cependant pas être simplement reportés sur les générations futures. Nous estimons que les moyens nécessaires peuvent être alloués dans le budget fédéral, cela représente moins de 2% de celui-ci. Au cours des 30 dernières années, certains domaines ont fortement augmenté au détriment de l'Armée, il s'agit de corriger cela.

Par exemple dans l'aide au développement.
Le Conseil des Etats a pris une décision à ce sujet: 50% dans la coopération internationale, 35% dans d'autres domaines comme le personnel, et 15% dans l'administration de l'Armée elle-même. De manière générale, il ne s'agit pas d'économiser au sens propre du terme, mais de freiner l'augmentation des dépenses. Car nous n'avons pas un problème de recettes, mais un problème de dépenses.

En économisant sur la coopération internationale, on économise aussi sur la sécurité. Les investissements dans les pays du Sud peuvent, dans le meilleur des cas, par exemple, freiner la migration.
Je ne suis pas opposé à la coopération internationale. Il ne s'agit pas de la supprimer, mais simplement de la réduire. Toutes les dépenses dans ce domaine n'ont pas l'effet escompté. Nous dépensons près de 4 milliards par an pour cela. Certaines économies n'affectent pas les intérêts de la Suisse, seulement ceux des ONG qui vivent de ces fonds.

Quelle est votre position sur une éventuelle augmentation de l'aide de la Suisse à l'Ukraine? Comparativement à d'autres pays, la Suisse en fait plutôt peu.
Nous nous sommes clairement prononcés en faveur d'une augmentation, mais il faut bien examiner à quoi cette aide est destinée et à quel moment elle doit être apportée. La Suisse fait déjà beaucoup, par exemple dans le domaine du déminage.

La Suisse a-t-elle besoin d'une nouvelle compréhension de sa neutralité?
La neutralité n'est pas une fin en soi. Son but est la sécurité de notre pays. Si la neutralité entrave la sécurité de notre pays, elle perd son véritable sens. Je suis pour la neutralité, mais il doit être possible de coopérer avec d'autres pays en matière de sécurité. Il doit aussi être possible de coopérer avec l'OTAN, sans y adhérer. Et la neutralité ne doit pas non plus signifier que nous ne pouvons pas rejoindre les sanctions contre un agresseur manifeste. Car cela pourrait avoir des conséquences potentiellement graves pour notre propre pays.

Felix E. Müller, ancien rédacteur en chef de la «NZZ am Sonntag», a récemment évoqué dans un essai l'idée d'une alliance entre le PLR et les Verts'libéraux, non pas en tant que fusion, mais comme un groupe parlementaire commun à l'Assemblée fédérale. Qu'en pensez-vous?
Il justifie cette idée par des raisons de pouvoir, avec la revendication de deux sièges au Conseil fédéral. Mais pour moi, la politique de pouvoir est moins importante, je préfère avoir des positions claires, que les électeurs connaissent. Si nous voulons affiner notre profil tout en formant un groupe parlementaire commun avec les Verts'libéraux, nous torpillons nos efforts. D'ailleurs, les Verts'libéraux se sont fortement orientés à gauche ces dernières années, s'éloignant ainsi du PLR.

Les solutions libérales semblent être moins populaires en ces temps incertains, la population préférant davantage de soutien, comme en témoigne le vote sur la 13e rente AVS. Le PLR peut-il renforcer son profil dans un tel environnement et en même temps convaincre plus de gens?
Je respecte la décision concernant la 13e rente AVS. Mais dès le jour suivant, la Suisse a rejeté l'initiative pour une réduction des primes d'assurance. Je suis convaincu que le fondement de la Suisse est une politique libérale, c'est-à-dire une politique d'aide.

Vous êtes fan de heavy metal, et vous avez des T-shirts de Metallica dans votre garde-robe. Est-ce qu'on peut encore aller à des concerts de metal en tant que président du PLR?
Absolument. Par exemple, l'année dernière, je me suis rendu à un concert d'Iron Maiden. C'est amusant et sympathique de voir comment les gens réagissent parfois – mais je n'ai encore jamais reçu de réactions désagréables. Et c'est ça qui est beau en Suisse: même en tant que président de parti, on reste une personne normale.